

L'industrialisation par le commerce

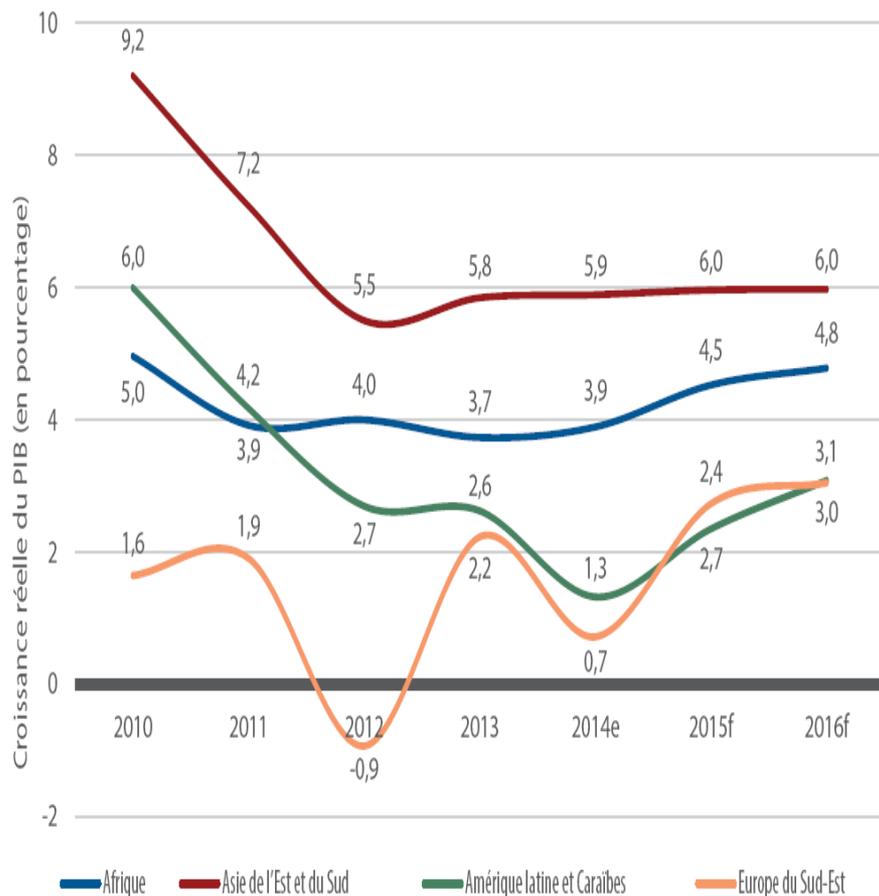


Messages clés

- ❑ Les perspectives de croissance de l'Afrique restent positives, avec l'augmentation de la consommation privée et l'investissement comme principaux moteurs de la croissance à moyen terme;
- ❑ Les économies africaines se transforment lentement et le commerce peut jouer un rôle de catalyseur dans leur processus d'industrialisation et de transformation structurelle;
- ❑ Un processus réussi d'industrialisation induite par le commerce devrait être :
 - **Interactive et cohérente avec la stratégie de développement du pays,**
 - **Iterative,**
 - **Évolutive,**
 - **Hautement sélective.**
- ❑ Les entreprises africaines semblent être de plus en plus connectées aux chaînes de valeurs mondiales (CVMs), **mais restent principalement confinées aux activités de bas de gamme** avec une valeur ajoutée nationale limitée. **Le potentiel des CVMs pour soutenir la transformation structurelle est donc largement inexploité, particulièrement en ce qui concerne les chaînes de valeur régionales (CVRs) et le commerce intra-africain.**
- ❑ Le régionalisme (*bien que pas un substitut au multilatéralisme*) peut de façon significative profiter aux pays africains, cependant, **une façon correcte de séquencer les réformes de la politique commerciale est compte énormément** dans la mesure où **toutes les formes de régionalisme n'ont pas le même impact sur l'industrialisation de l'Afrique.**



La croissance de l'Afrique a continué à être forte malgré la faiblesse de l'économie mondiale



□ Principalement en raison de:

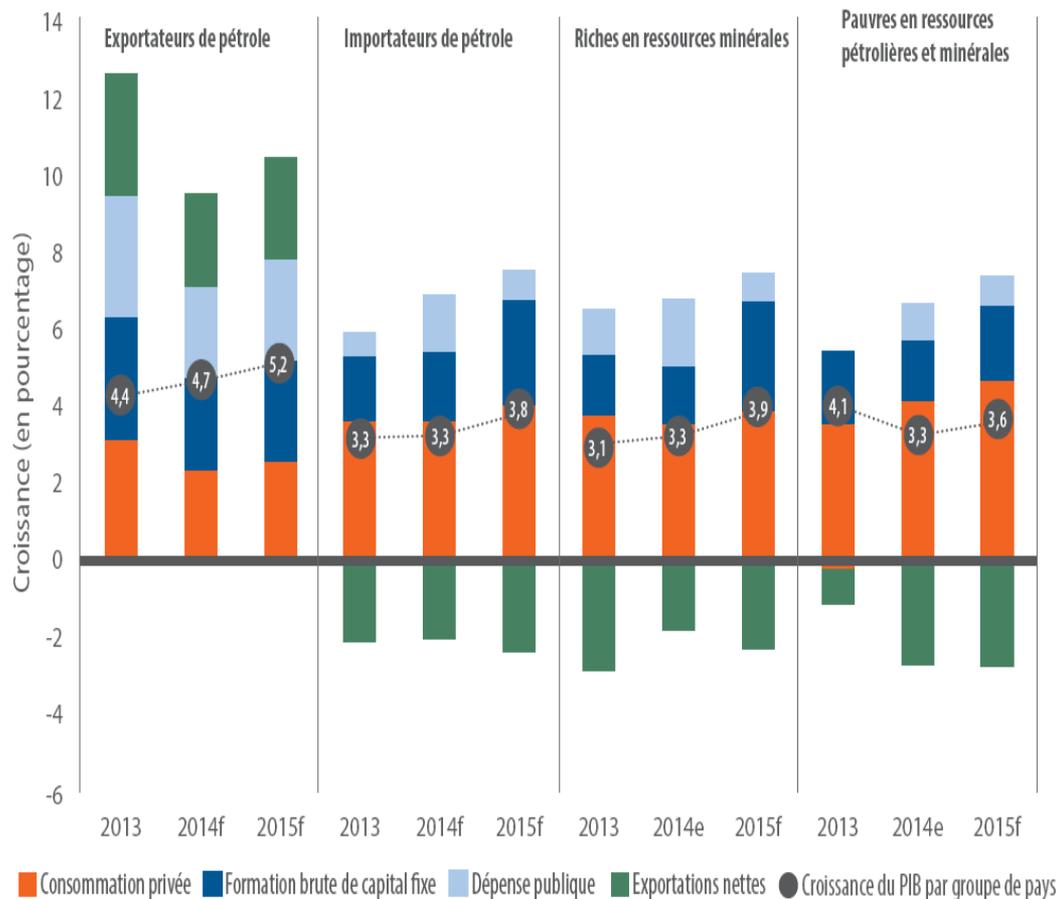
- L'augmentation de la demande intérieure et de l'investissement;
- L'Amélioration de la gouvernance et de la gestion macro-économique ainsi que l'émergence d'une classe moyenne;
- La diversification du commerce et les liens d'investissement avec les économies émergentes ainsi que l'amélioration des efforts d'intégration régionale; et
- Une demande soutenue pour l'exportation des produits de base en dépit des cours modérés des matières premières.

□ La croissance de l'Afrique est bien au-dessus de la croissance mondiale qui a légèrement augmentée passant de 2,4 pour cent en 2013 à 2,6 pour cent en 2014.

Source : Calculs fondés sur les données du Département des affaires économiques et sociales de l'ONU (2014b), les données sur l'Afrique excluent la Libye.
Note : e = estimation ; PIB = produit intérieur brut.



Les pays exportateurs de pétrole continuent de stimuler la croissance de l'Afrique

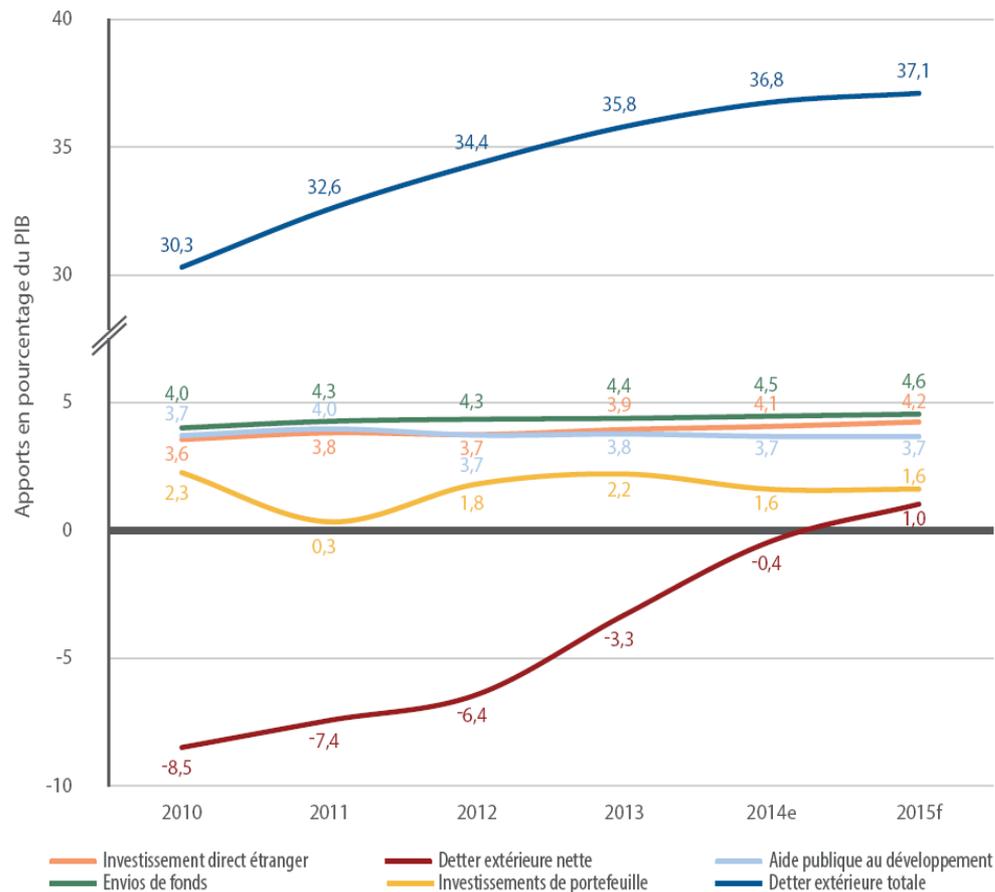


- La consommation privée et l'investissement continuent à être des contributeurs clés à la croissance de l'Afrique;
- La croissance dans les pays importateurs de pétrole devrait être soutenue par la baisse des cours du pétrole et de la confiance continue des consommateurs et des entreprises.

Source : Calculs basés sur les données du Département des affaires économiques et sociales de l'ONU (2014b) et de l'Economist Intelligence Unit (2014).
 Note : e = estimation ; p = prévision. Les importateurs et exportateurs de pétrole sont les importateurs et exportateurs nets, selon la définition figurant dans la note statistique. Les données sur la croissance des pays exportateurs de pétrole excluent la Libye.



Les entrées de capitaux privés continuent d'augmenter traduisant la confiance dans l'amélioration de la gestion et la gouvernance économique en Afrique

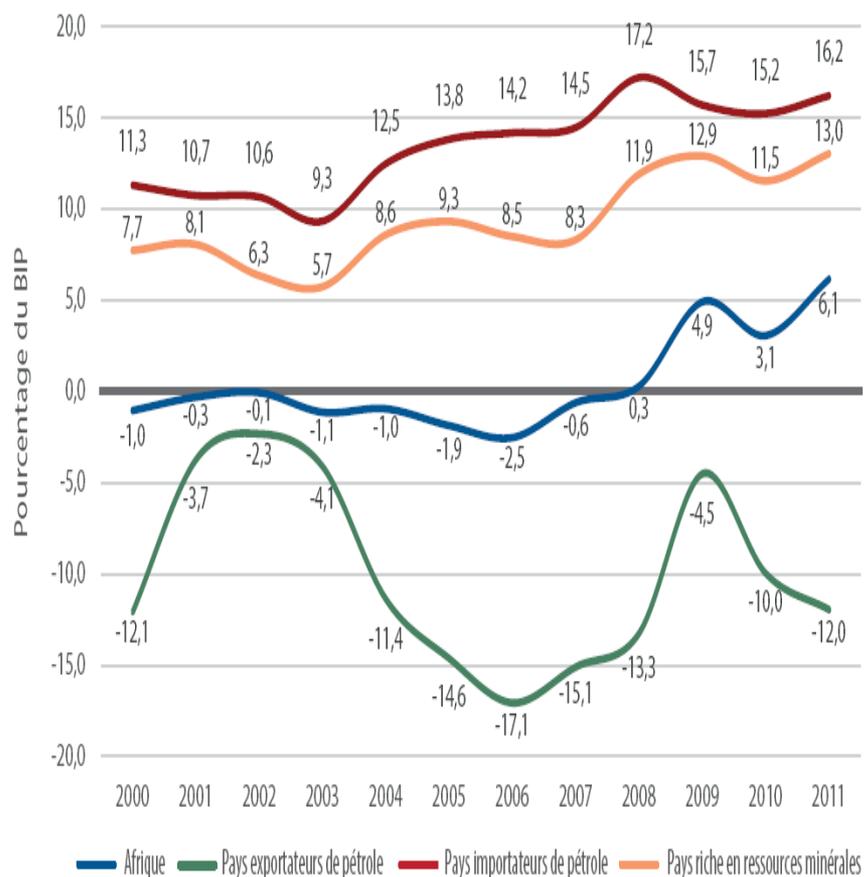


- ❑ Les IDE sont une importante source de financement **mais ont été surpassés par les transferts de fonds depuis 2010**;
- ❑ Les transferts de fonds devraient s'accroître à 4,6 pour cent du PIB en 2015 **dans la mesure où les expatriés africains cherchent à investir dans leurs pays d'origine**;
- ❑ Toutefois, **le coût des transferts d'argent vers l'Afrique restent relativement élevés au niveau mondial**.
- ❑ Il est ainsi nécessaire pour l'Afrique de **réduire ces coûts**; et développer des instruments financiers pour canaliser ces transferts vers des programmes de développement.

Source: Calculs effectués à partir des données de la base de données UNCTADstat (2014).
 Note : e = estimations de la CEA ; p = prévisions.



Des stratégies novatrices pour mobiliser les ressources internes et externes sont nécessaires pour l'Afrique afin de combler le déficit de ressources domestiques



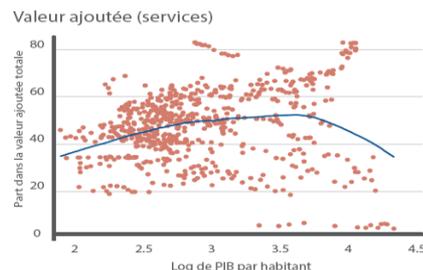
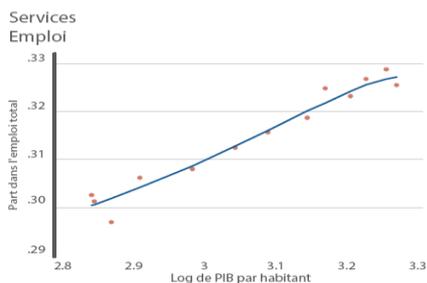
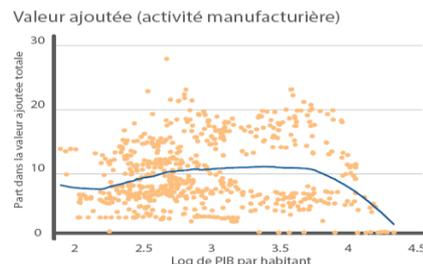
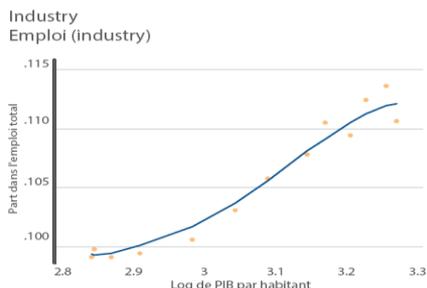
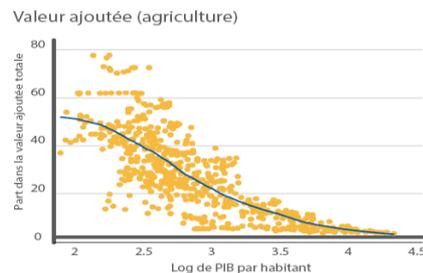
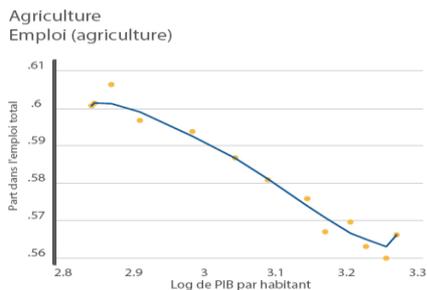
- ❑ Le déficit de financement de l'Afrique est passé de 3,1% du PIB en 2010 à 6,1% en 2011.
- ❑ Principalement entraîné par:
 - ❑ La constitution des fonds de réserves dans les pays exportateurs de pétrole afin de se prémunir des chocs exogènes;
 - ❑ Une augmentation de la consommation privée ainsi qu'une augmentation des dépenses spécialement dans les infrastructures;
- ❑ Ceci exige des moyens novateurs de financement par le biais de:
 - ❑ Une meilleure utilisation des envois de fonds en réduisant le coût des transferts d'argent vers l'Afrique;
 - ❑ Une meilleure utilisation des fonds de pension et du capital investissement;
 - ❑ L'utilisation des réserves pour le développement plutôt que pour la constitution des fonds tampons contre les chocs exogènes.

Source: Calculs effectués à partir des Indicateurs du développement dans le monde (Banque mondiale, 2014).



La croissance africaine est associée à un changement structurel lent exigeant de ce fait des mesures bien ciblées afin d'accélérer le changement structurel

2000-2012



□ La plupart des pays africains ont essayé de promouvoir l'industrialisation et la transformation structurelle à travers la planification du développement après l'indépendance; mais le manque d'un solide tissu industriel capable de satisfaire la demande interne croissante, s'est traduit par une contribution limitée à la transformation;

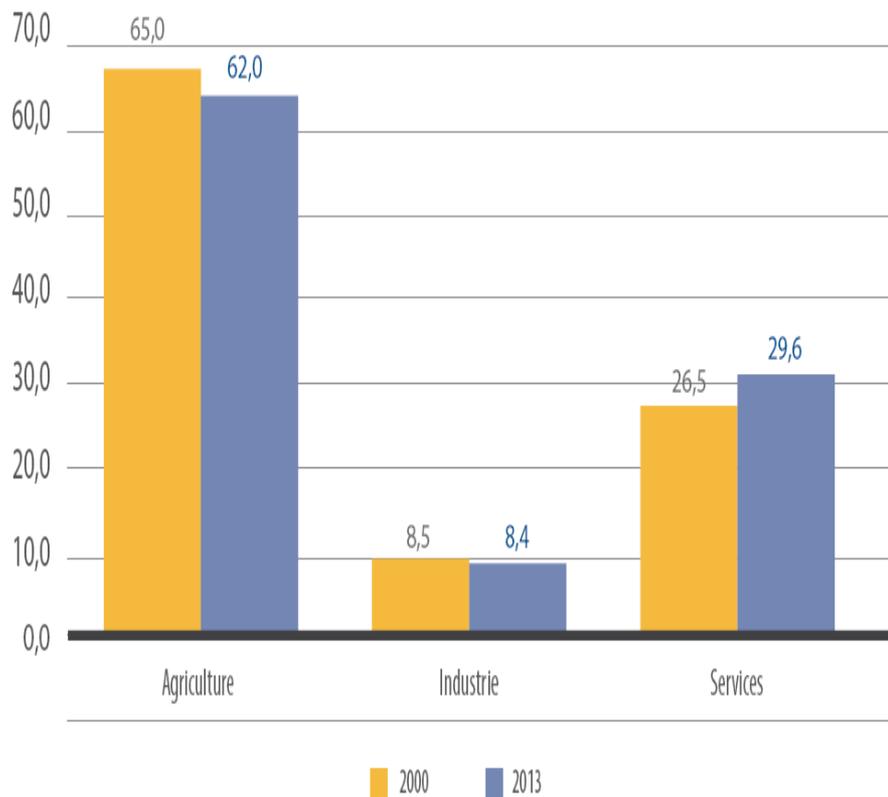
□ Les programmes d'ajustement structurel (PAS) - 80 & 90- ont conduit à l'abandon de la planification et enclenché la désindustrialisation massive de l'Afrique; conduisant à la réallocation des ressources de l'industrie vers l'agriculture et le secteur informel;

□ Depuis 2000, la part de l'emploi et de la valeur ajoutée agricole a diminué avec la croissance, tandis que la part de l'emploi dans les secteurs industriel et de service a continué d'augmenter, traduisant une transformation structurelle des économies africaines.

Source : Calculs fondés sur la base de données des comptes nationaux de la Division de statistique de l'ONU et sur les données de l'Organisation Internationale du Travail.



Les performances économiques de l'Afrique n'ont pas été génératrices d'emplois et la majorité des travailleurs africains ont été pris au piège d'une agriculture vulnérable et du secteur informel



Source: Calculs de la commission économique pour l'Afrique fondés sur les indicateurs clés du marché du travail (OIT, 2014).

- ❑ L'offre d'emplois en dehors du secteur agricole en Afrique ne s'opère pas aussi rapidement que la théorie le prédit;
- ❑ L'emploi en dehors du secteur agricole reste encore largement alimenté par le secteur informel;
- ❑ Le secteur des services absorbe la majeure partie des emplois en Afrique entraînant une stagnation de l'emploi dans le secteur industriel à environ 8,4% entre 2000 et 2013;
- ❑ Toutefois, la hausse de l'emploi dans les services haut de gamme traduit un changement positif. Par exemple, l'île Maurice, a élargi son secteur tertiaire grâce à des activités hautement productives et à forte intensité de main d'œuvre.



Le commerce peut être un véritable outil de promotion du développement industriel et de la transformation structurelle en Afrique

- Une politique commerciale bien conçue et mise en œuvre – aux côtés des politiques complémentaires - peut propulser une économie en vue de son décollage industriel;
- Ceci nécessitera **une profonde compréhension des interactions de la structure du marché et de possibles interaction entre les entreprises sur le continent;**
- **Les structures de production avec d'énormes économies d'échelle créent des incitations à se spécialiser et faire du commerce,** même sans différences de dotations en ressources ou en technologie, en produits différenciés;
- La production industrielle est caractérisée par des externalités et des retombées. Cependant, les externalités négatives sont préjudiciables à la durabilité sociale, économique et environnementale, et nécessitent d'être réduites car elles affectent négativement l'industrialisation;
- La nécessité d'une intervention du gouvernement est importante, mais pour cela il faudrait que les décideurs politiques (ou leurs conseillers) comprennent le commerce mondial (*l'Organisation mondiale du commerce (OMC), ses nombreuses règles compliquées*) ainsi que les circuits économiques par lesquelles les échanges et la politique commerciale affectent l'industrialisation.

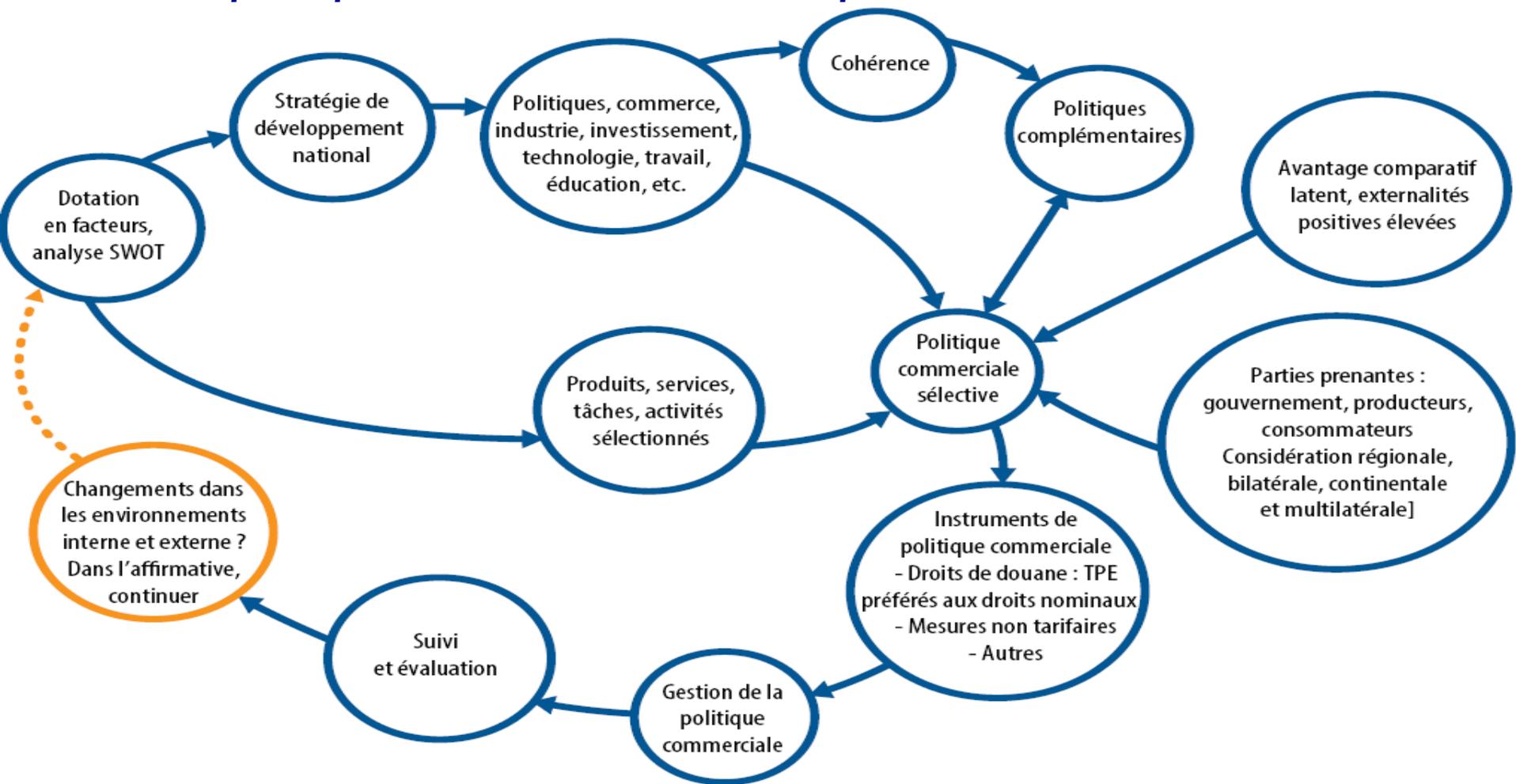


Nécessité d'un cadre de politique commerciale sélective pour l'industrialisation

- Le point de départ d'un cadre de politique commerciale sélectif et de toute politique nationale **est la Stratégie nationale de développement**;
- Il doit y avoir une relation forte entre la politique industrielle et la stratégie nationale de développement du pays conjuguée à une politique industrielle et commerciale intégrées;
- Une bonne politique commerciale doit être **interactive** (coordination), **itérative** et **évolutive**;
 - Elle doit prendre en compte toutes les parties prenantes et devrait accorder des chances égales à tous(es) de contribuer au processus;
 - Elle devrait présenter une plate-forme pour l'échange d'idées et d'expériences, et être capable de pouvoir élaborer au cours du processus des stratégies afin de tirer profit de la nouvelle politique commerciale ;
 - Évaluer les paramètres qui orientent le processus par rapport aux attributs d'autres pays, par exemple les dotations du pays, les capacités technologiques des entreprises, etc.
- Une politique commerciale sélective comporte deux "grandes missions": **la sélection des industries** (ou tâches) qui recevront un traitement spécial; et **le choix des instruments de politique commerciale** pour influencer non seulement les produits, mais aussi le processus, avec l'ajout de la valeur aux produits devant se trouver au cœur de celle-ci
- **Suivi et évaluation** - La politique commerciale doit être dynamique, répondant aux changements dans l'environnement interne et externe et réexaminée à intervalles de temps assez long afin de permettre aux entreprises de l'utiliser pour répondre à leurs objectifs de planification et d'investissement;



Cadre de politique commerciale sélective pour l'industrialisation



Note : Des flèches sont requises pour indiquer qu'à toute étape du processus, une réévaluation peut s'avérer nécessaire. C'est ainsi qu'après le suivi et l'évaluation, le processus peut être réinitialisé à n'importe quelle étape.

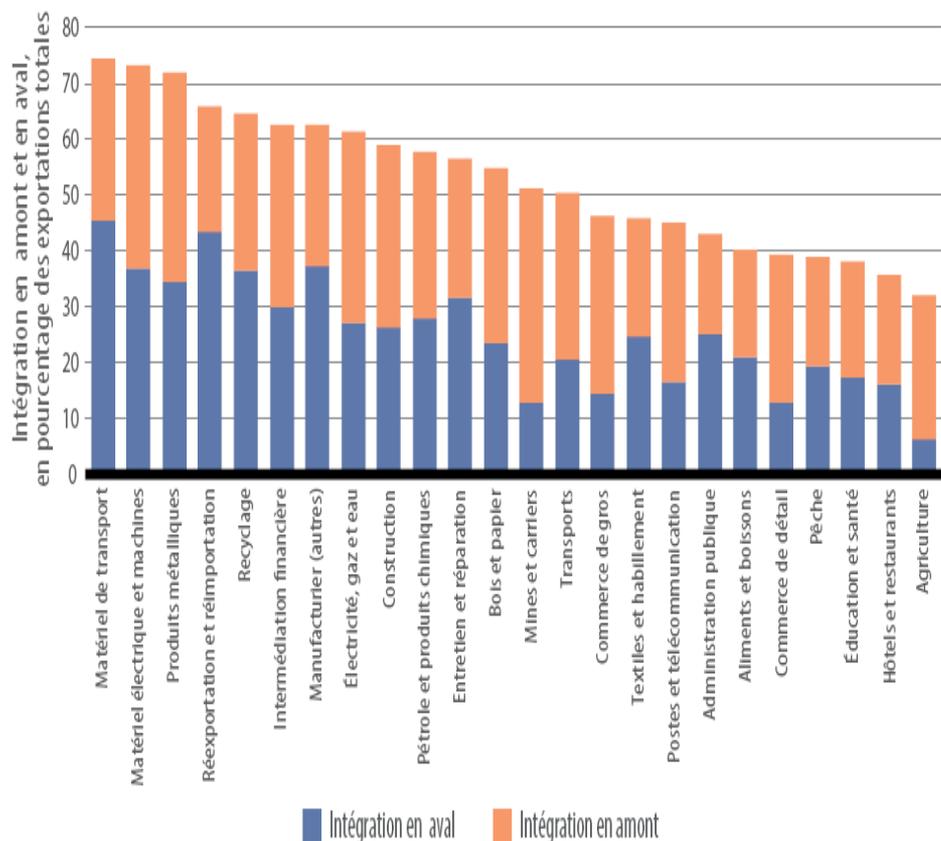
TPE = taux de protection effective.

Cohérence et sélectivité des politiques commerciales tirées d'études de cas

- La plupart des pays se sont efforcés d'assurer une cohérence entre la politique commerciale et la stratégie nationale de développement, cependant la cohérence entre la politique commerciale et la politique industrielle reste faible;
- La plupart des pays reconnaissent la nécessité de la sélectivité, de l'apport de la valeur ajoutée, développer et joindre les CVRs et les CVMs (comme il apparaît dans la plupart des documents de politique) mais ils ne sont pas entièrement adoptés ou effectivement appliqués;
- La plupart des parties prenantes sont impliquées dans la mise en œuvre de la politique commerciale. Par contre, ils sont laissés de côté lorsque les politiques sont revues ou modifiées — en particulier les commerçants et les consommateurs dans certains pays;
- Les pays africains sont de plus en plus contraints à déployer des instruments de politique commerciale qui étaient autrefois légaux et utilisés par la plupart des pays développés, mais sont interdits aujourd'hui sous l'OMC, ce qui affecte donc le processus d'industrialisation de l'Afrique.



Les CVMs constituent de nos jours une importante composante du commerce mondial, particulièrement par rapport au commerce des biens intermédiaires.

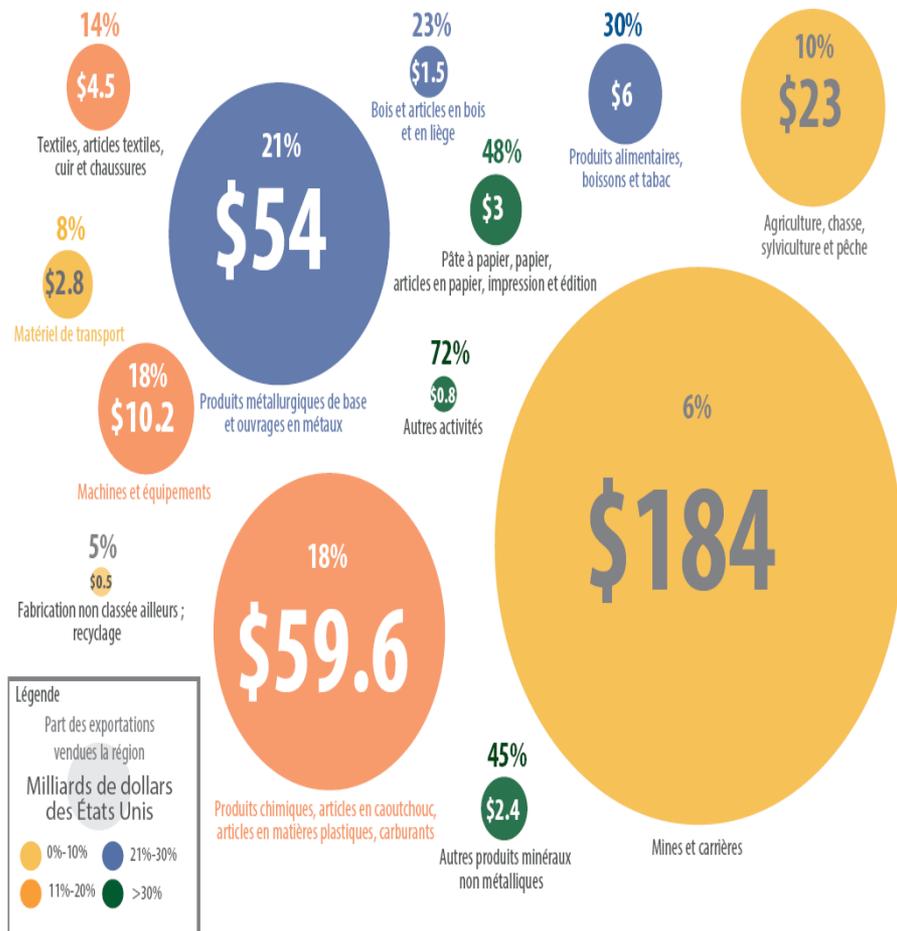


- Les pays africains montrent une forte participation aux CVMs, mais surtout sur les activités de bas de gamme;
- Les régions Africaines les plus intégrées aux CVMs présentent également une plus forte intégration aux Chaînes de valeur Régionales (CVRs);
- Cependant, la participation de l'Afrique dans les chaînes de valeur est principalement due à l'intégration en aval tirée par les exportations des matières premières;
- Le niveau de participation dans les CVMs pour appuyer la transformation structurelle est largement inexploité.
- Le commerce intra-régional en produits manufacturiers est une opportunité majeure pour les entreprises africaines d'évoluer le long de la chaîne de valeur.

Source : Calculs fondés sur la base de données EORA de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.



Les exportations de produits intermédiaires ont fortement augmenté mais restent dominées par les matières premières

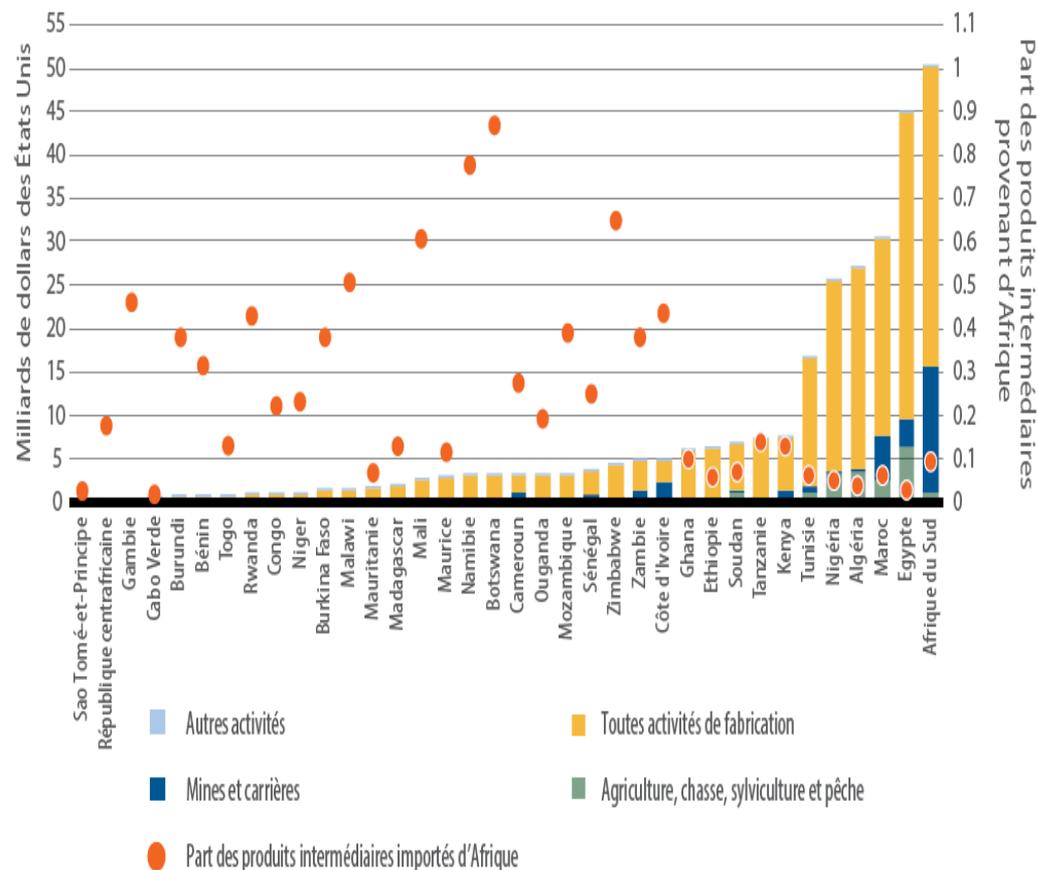


Source : Calculs fondés sur la Base de données sur le commerce bilatéral par industrie et catégorie d'utilisation finale (Classification type pour le commerce international rév.3) de l'Organisation de coopération et de développement économique.

- Les exportations de l'Afrique ont quadruplé pendant les 10-15 dernières années mais restent dominées par les produits miniers et manufacturiers basés sur les ressources primaires (**métaux, produits chimiques, plastiques et carburants**);
- Cette évidence combinée à la dépendance sans cesse croissante sur les produits importés montre les **faiblesses persistantes du secteur manufacturier en Afrique**;
- Comme conséquence du manque de compétitivité des produits manufacturés en Afrique et le niveau auquel la valeur ajoutée domestique reste inexploitée suite aux **contraintes structurelles et de politique commerciale**;
- Par exemple en 2012, l'Afrique a enregistré **16% des exportations totales de coton** mais seulement 1% (\$ 0,4 Milliard) était des tissus de coton. Par contre, elle importait au même moment \$ 0,4 Milliard de coton et \$4 milliard de tissu de coton;
- C'est-à-dire, commercer le coton brut pour des tissus de coton en perdant une grande opportunité d'y ajouter localement de la valeur et de s'industrialiser. **De plus, le Nigéria a exporté \$ 89 milliard de pétrole brut avec seulement \$ 5,6 milliard de raffiné. Au même moment, il importait \$5,5 milliard de pétrole raffiné.**



Les produits intermédiaires importés ont explosé, mais sans stimuler la Compétitivité de l'Afrique



- Les produits intermédiaires comptent pour **60%** des importations des marchandises de l'Afrique principalement **les capitaux et les biens de consommation**, (2010-2012);
- Le secteur manufacturier domine la composition des importations des produits intermédiaires de l'Afrique;
- **L'Afrique du Sud, l'Egypte, le Maroc, l'Algérie, le Nigeria et la Tunisie** représentent les plus gros importateurs africains en produits intermédiaires, ce qui représente **75% du total**;
- **Cependant**, la part des approvisionnements en produits intermédiaires de ces pays en provenance de l'Afrique reste marginal;
- Dans l'ensemble, seulement 12% des approvisionnements en produits intermédiaires de l'Afrique proviennent de la région.

Source : Calculs fondés sur la Base de données sur le commerce bilatéral par industrie et catégorie d'utilisation finale (Classification type pour le commerce international rév.3) de l'Organisation de coopération et de développement économique..



Le commerce intra-africain de produits intermédiaires offre des débouchés plus large pour les chaînes de valeur régionales d'émerger

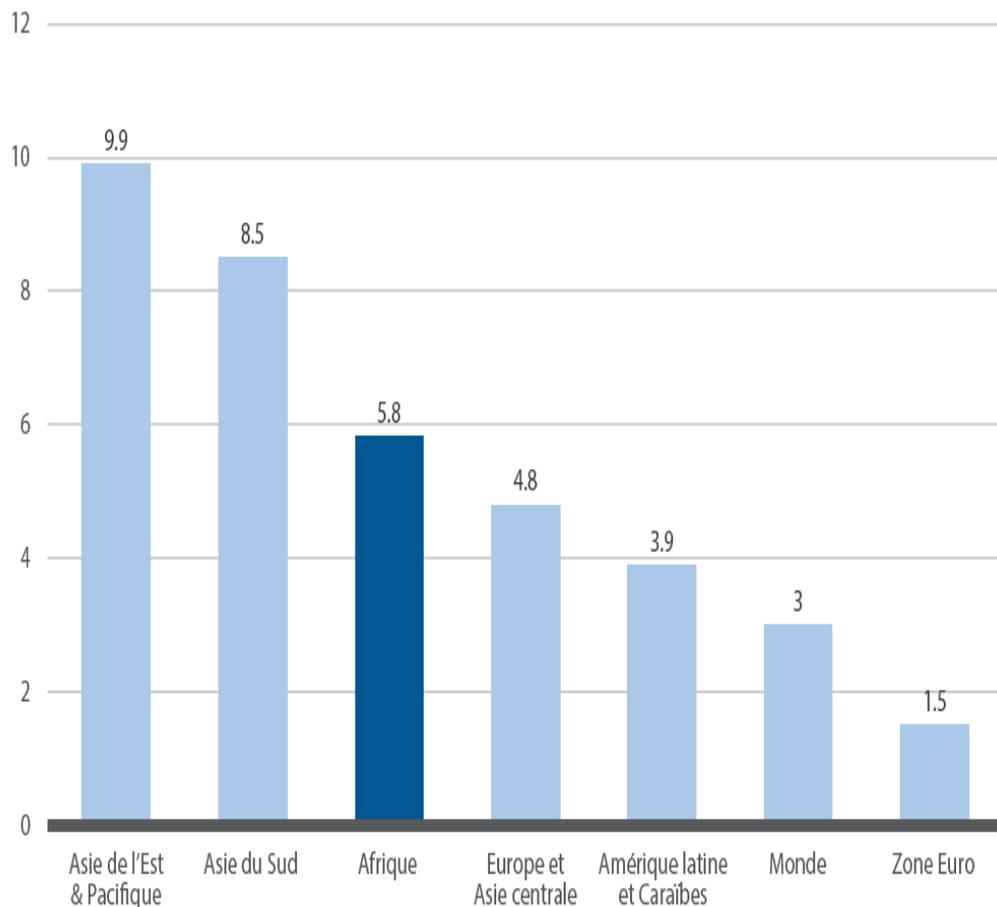


- Le marché intra-africain présente des signes de dynamisme fort et de l'émergence des CVRs à travers le commerce des produits manufacturiers intermédiaires que les exportations de l'Afrique vers le reste du monde;
- Le commerce intra-africain est plus diversifié, offrant des débouchés plus large pour le commerce des produits manufacturiers intermédiaires
- Les produits manufacturiers intermédiaires représentent plus de deux tiers des exportations intra-africains (2010-2012).
- Toutefois, les exportations intra-africains en produits intermédiaires ont représenté en moyenne de **43 Milliards de dollar entre 2010-2012**, mais correspondent à une faible part des 313 milliards de dollars destinés au reste du monde:
 - En raison des structures de production faiblement diversifiées et similaires s; et
 - La taille limitée du marché continental.
- La moitié des exportations de l'Afrique en produits intermédiaires vers le reste du monde était dominé par les industries extractives —Mines et carrières.

Source : Calculs fondés sur la Base de données sur le commerce bilatéral par industrie et catégorie d'utilisation finale (Classification type pour le commerce International rév.3) de l'Organisation de coopération et de développement économique.



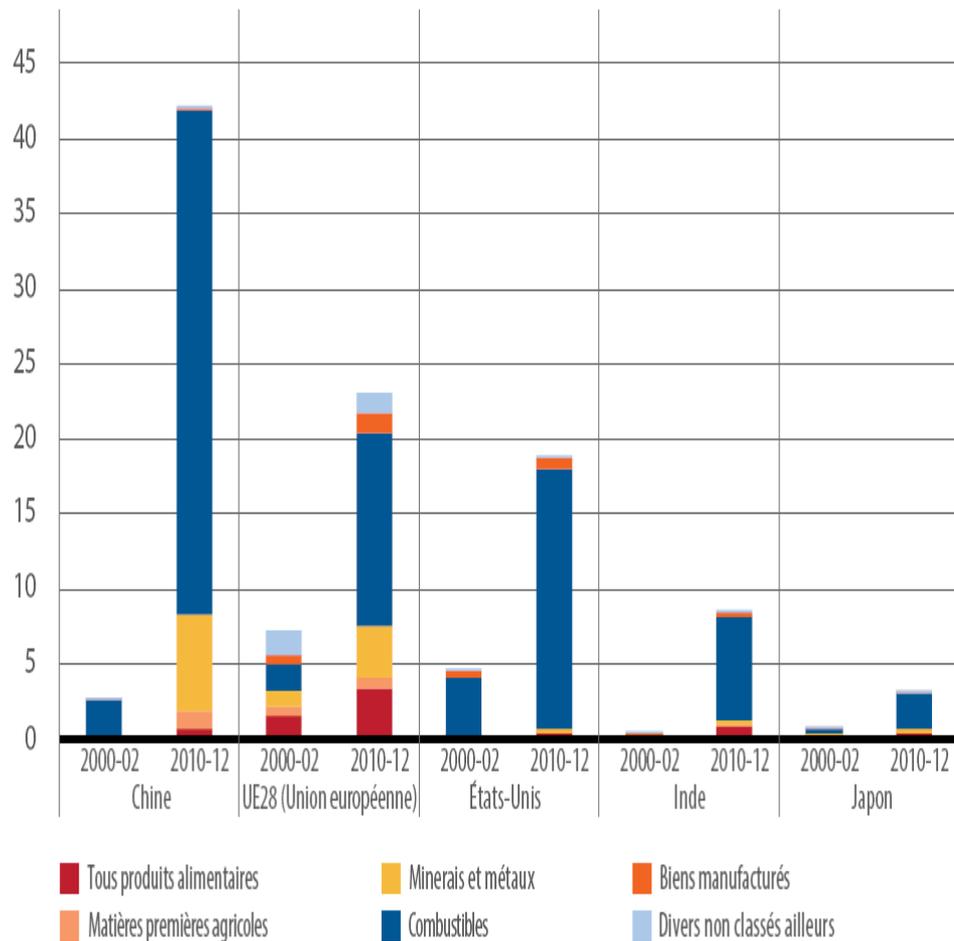
Les services peuvent jouer de plus en plus un rôle clé dans la transformation de l'Afrique, en particulier dans le contexte des CVMs.



- La transformation structurelle coïncide en général avec un rôle **croissant de l'industrie et des services dans l'économie**;
- Le secteur des services a été le principal contributeur au PIB dans 35 des 54 pays africains en 2013.
- **La croissance de l'Afrique dans le secteur des services était supérieure à la moyenne mondiale et plus rapide que celle de plusieurs autres régions entre 2000-2012.**
- Services sont essentiels pour faciliter les activités de fabrication (finance, logistique, conception, etc.).



Les régimes préférentiels ont fortement soutenu le commerce de l'Afrique, mais ont fait peu pour l'industrialisation du continent

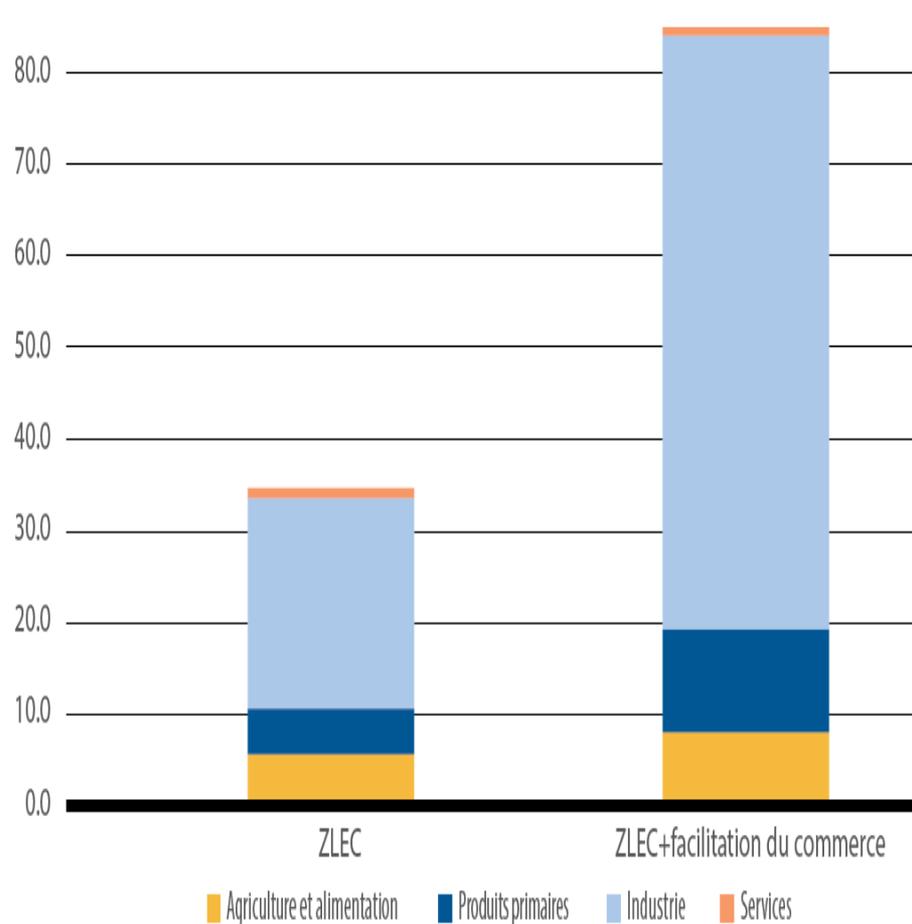


- Au cours de la période 2000-2012 pas moins de 72% du total des exportations en provenance des PMA africains ont été absorbés par seulement cinq pays; offrant tous un accès au marché amélioré à travers un traitement préférentiel.
- Toutefois si la destination est un partenaire traditionnel ou un marché émergent, les exportations des PMA africains ont été concentrées dans les combustibles et, dans une moindre mesure, les minerais et les métaux
- Principalement en raison des **déséquilibres entre la capacité de production des pays africains et les règles d'origine strictes;**
- Les dispositions relatives aux tissus industriels de pays tiers (c'est à dire l'assouplissement des règles d'origine pour le textile) dans le cadre de l'AGOA a contribué à promouvoir un certain degré d'industrialisation;
- De par leur nature imprévisible, **les préférences ne peuvent pas construire les CVRs nécessaires pour soutenir l'industrialisation.**



Source : Calculs établis par les auteurs sur la base d'UNCTADstat (consulté le 5 janvier 2015).

Améliorer les réformes d'intégration régionale en Afrique fournit une base solide pour l'industrialisation

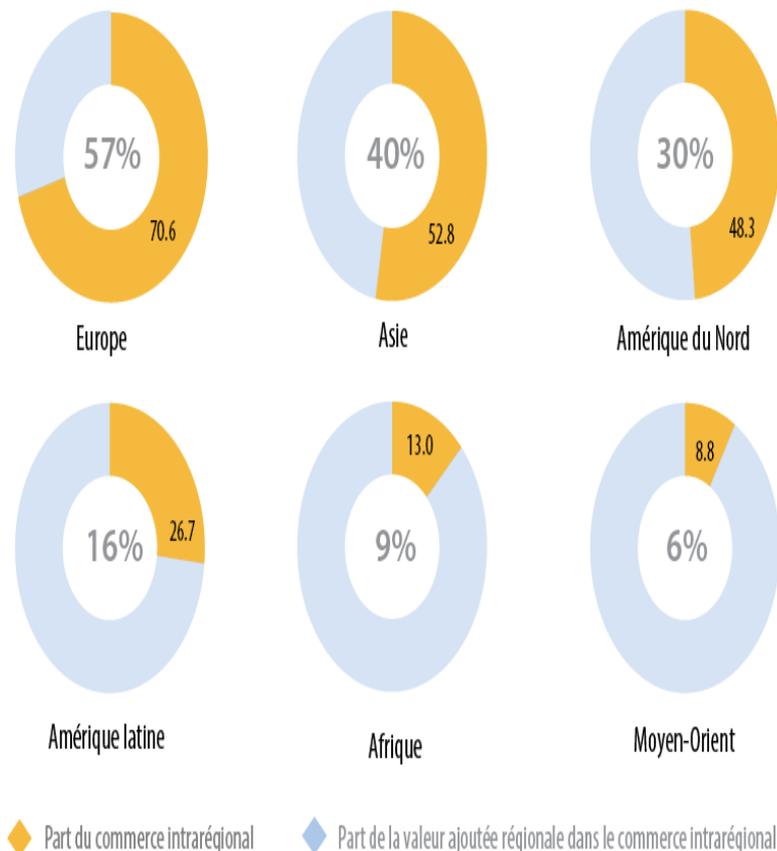


- Les réformes d'intégration régionale devraient être audacieuses dans la mesure où la ZLEC grâce à la réduction des coûts commerciaux frontaliers (par le biais de mesures de facilitation des échanges (FE)) a le potentiel de doubler la part du commerce intra-africain formelle au cours des 10 prochaines années.
- Booster la proportion des produits industriels offre des perspectives prometteuses pour l'industrialisation de l'Afrique;
- En outre, la ZLEC a le potentiel de :
 - **Renforcer le commerce intra-industrie** (i.e. échanges de produits au sein de la même industrie, ceux-ci étant similaires ou différenciés par qualité / variété ou à divers stades de la production), **grâce à la corrélation positive entre le commerce intra-industrie et le commerce intra-africain**;
 - **Offrir des opportunités de progresser le long de la chaîne de valeur** (voir diapo suivante).

Source : Mevel et Karingi (2012).



L'augmentation des parts de la valeur du commerce intra-régional est associée à une part plus élevée de la valeur ajoutée régionale dans le commerce intra-régional;



- Par conséquent, la ZLEC devrait stimuler et diversifier le commerce intra-africain et augmenter le rendement de la valeur ajoutée du marché régional, et donc soutenir les CVRs ;
- Cependant, comme il en est le cas avec les préférences commerciales à l'Afrique, l'intégration régionale seule ne peut pas être l'unique stratégie de commerce de l'Afrique pour l'industrialisation.

Source : Organisation mondiale du commerce, Statistiques du commerce international (2012) et calculs de la Commission économique pour l'Afrique.

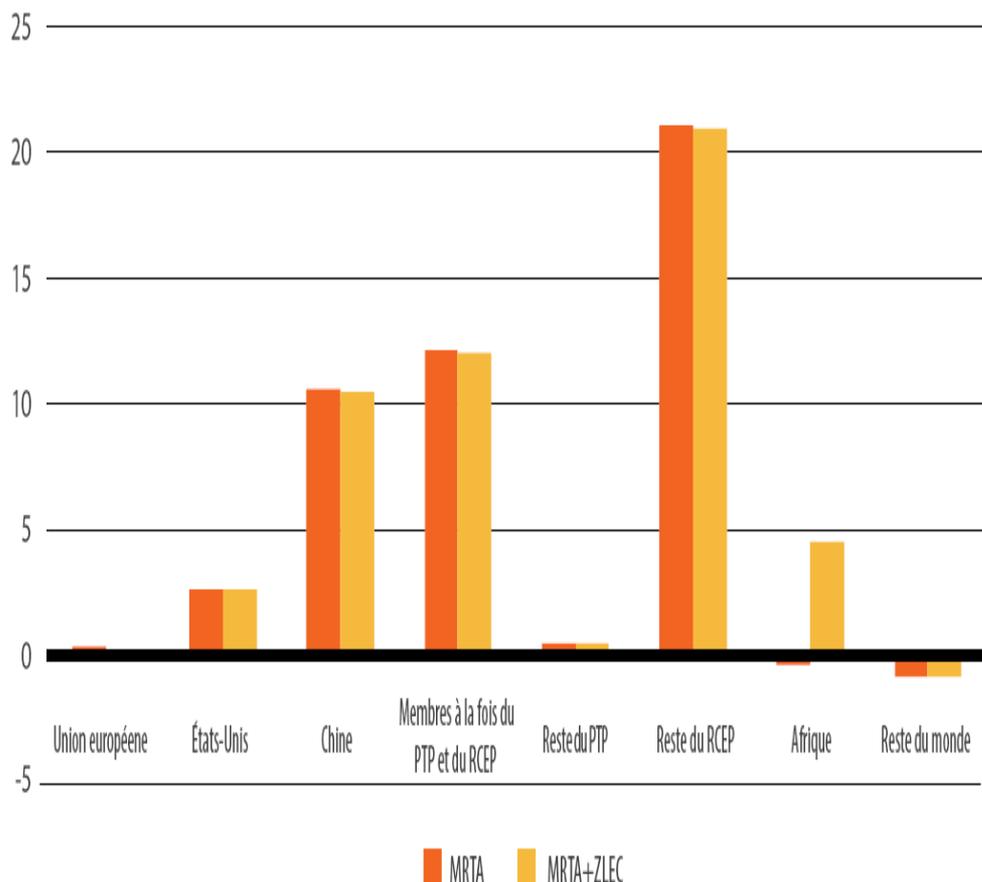


Nécessité de Politiques Commerciales Stratégiques À L'échelle De L'Afrique Lors De L'ouverture Au Reste Du Monde

- L'ouverture du marché de l'Afrique à travers des accords de **réciprocité peut clairement apporter des avantages aux pays africains** mais leur impact sur l'industrialisation de l'Afrique dépend fortement des conditions initiales du continent;
- Par conséquent, **l'Afrique devrait déterminer ses structures de protection externes** tels que celles-ci ne portent pas atteinte à son intégration régionale et ses efforts d'industrialisation;
- De même, **l'Afrique devrait rester ferme afin de préserver son espace politique au moment de négocier les accords commerciaux** avec des partenaires extérieurs;
- **Grâce au principe de « non-ingérence dans les affaires internes des pays partenaires»** entre les pays en développement, les engagements Sud-Sud ont tendance à offrir une plus grande marge de manœuvre que le partenariat Nord-Sud, ce qui suggère que les pays africains gagneraient à renforcer les liens avec leur partenaires au développement.



Les réformes commerciales doivent être bien séquencées et progressives si l'Afrique veut tirer profit de son processus d'industrialisation induite par le commerce



- Les pays africains ne peuvent se mettre en marge des nouvelles tendances des accords commerciaux méga-régionaux (ACMR) et la ZLEC (l'ACMR propre à l'Afrique) apporte une réponse déterminante;
- Le marché de l'Afrique devrait progressivement être ouvert et idéalement intensifié seulement lorsque l'intégration régionale s'est considérablement approfondie sur le continent;
- Par exemple, les avantages de l'industrialisation induite par le commerce seraient fortement renforcés si le ZLEC est établie avant que les APE avec l'UE soient pleinement mises en œuvre;
- **Cela exige que les engagements politiques soient pris rapidement** - les États africains ainsi que les CERS devraient redoubler d'efforts pour mettre en œuvre le plan d'action de l'UA pour stimuler le commerce intra-africain

Source : Commission économique pour l'Afrique (à paraître).



CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS DE POLITIQUE

- ❑ Les pays africains doivent **mettre à profit les progrès réalisés et continuer à bâtir des institutions solides** qui améliorent l'environnement des affaires, la gouvernance économique et la gestion macroéconomique;
- ❑ Une stratégie de développement social doit être ancrée sur **une planification à long terme; le renforcement des capacités productives de haute qualité, les politiques d'éducation et de santé basée sur l'équité et complétés par des investissements dans la R & D axée sur la poursuite de l'industrialisation** et les services haut de gamme;
- ❑ Les pays doivent **intégrer la politique commerciale dans leurs stratégies de développement** et veiller à la cohérence entre toutes les politiques nationales, mais surtout entre les stratégies commerciales et industrielles;
- ❑ Chaque pays ou région devrait d'abord analyser son meilleur itinéraire pour la transformation structurelle, avec **une approche progressive vers l'industrialisation** et la modernisation des chaînes de valeur est recommandée;
- ❑ **Une politique commerciale hautement sélective** et soigneusement conçue est importante (pour promouvoir l'efficacité des entreprises matures et protéger les industries naissantes, éviter les externalités négatives de la politique, et engager effectivement toutes les parties prenantes dans le processus visant à renforcer le développement industriel)
- ❑ Les pays africains devraient insister sur la nécessité d'utiliser **les accords en cours de négociation pour promouvoir l'industrialisation**. Ils devraient retourner la tendance de l'érosion de l'espace politique, en particulier lors de la négociation des accords commerciaux et d'investissement;



CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS DE POLITIQUE Suite....

- ❑ Les pays africains devraient **commencer à développer et renforcer les CVRs** dans la mesure où le commerce intra-africain (en raison de sa composition plus diversifiée) représente une voie prometteuse pour soutenir l'industrialisation et favoriser l'émergence des chaînes d'approvisionnement régionales interconnectées;
- ❑ **la ZLEC peut stimuler le commerce** intra-africain ainsi que sa composante industrielle, en supprimant toutes les barrières tarifaires sur les biens qui subsistent au sein de l'Afrique et en s'attaquant à celles liées au commerce des services;
- ❑ Il est nécessaire de **séquencer les réformes de la politique commerciale**. L'expérience montre que la ZLEC devrait être mise en place avant que d'autres accords commerciaux soient pleinement mis en œuvre par les pays africains ou par le reste du monde;
- ❑ Les pays africains devraient **élaborer une politique commerciale qui favorise et inverse leur participation actuelle dans les CVMs**, vu qu'ils montrent des taux de participation élevés aux chaînes de valeur mondiales, mais à des niveaux bas;
- ❑ **Ces réformes exigent que les engagements politiques soient pris rapidement**, et que les États africains, individuellement et à travers les CERs, devraient établir des interventions politiques nécessaires pour améliorer la contribution du commerce à travers l'industrialisation.



Merci de votre attention

